

TOUR DE VIS

La flambée des cas positifs au Covid, y compris dans les rangs de la Dgfiip, conduit à un durcissement des mesures sanitaires.

Après les rappels quant aux pauses-café quasi interdites à plusieurs, la DG insiste lourdement sur le renforcement de l'usage du télétravail. Rappelons que ce dernier ne peut vous être imposé, il reste sur le mode du volontariat.

Rappelons aussi que la garde d'enfant n'est pas compatible avec le télétravail, une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) doit être demandée. Avec une semaine de « cours à la maison », les parents d'enfants scolarisés vont déjà bien s'amuser.

Ça va être sympa le début de la campagne IR avec pas mal de collègues indisponibles.

La crise Covid ressemble malheureusement à un mauvais remake du film « un jour sans fin ». Ainsi, faute d'une vraie politique de testing alliée à une grande campagne de vaccination, nous errons de confinement en confinement.

Bon courage à toutes et tous, en espérant voir le bout du tunnel un jour.

PAS DE CONFINEMENT, MAIS...



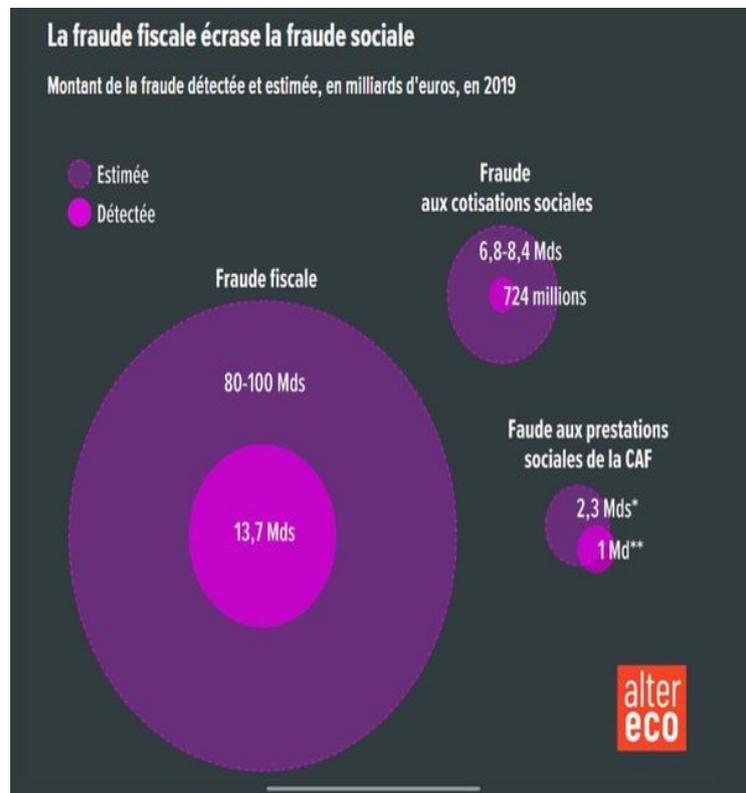
LIQUIDATION

Le Ministère des Finances a pris la décision, sans concertation ni avec les organisations syndicales, ni avec l'EPAF, de céder l'ensemble des résidences et de l'activité à un repreneur du tourisme. C'est un coup porté à l'action sociale du Ministère, c'est un mépris marqué envers les agent.es et envers les salarié.es d'EPAF dont le ministère n'a que faire.

EPAF, association loi de 1901, met en œuvre des prestations de vacances à destination des agent.es. Elle offre depuis 1956 des vacances aux agent.es actif/ves et retraité.es à des tarifs sociaux dans des résidences mises à sa disposition par le ministère. Elle emploie à ce titre 155 salarié.es de droit privé et environ 30 fonctionnaires, ceci sur l'ensemble du territoire.

Cette décision unilatérale et autoritaire de brader le patrimoine commun est à dénoncer. Cela fait partie d'un large mouvement de reprise en main par l'état employeur de tout le champ social co-construit avec les représentant.es des salarié.es.

GUERRE AUX PAUVRES



Le « en même temps » ne va qu'un temps et la politique gouvernementale actuelle s'arque boute sur les défavorisé.es tout en installant la plus grande clémence envers les entreprises. Et pourtant, sachant que la fraude aux prestations sociales est un problème mineur comparé à la fraude aux cotisations sociales (entreprises) et à la fraude fiscale, où croyez-vous qu'on embauche des contrôleurs ou des contrôleuses supplémentaires ?

Un indice, ce n'est pas à la Dgfiip... où les embauches ne remplacent même pas, et de loin, les départs.

